

Une poignée de patriotes à Nantes, pour soutenir le policier qui a tué le repris de justice Boubakar !

écrit par Christine Tasin | 8 juillet 2018



Excellente initiative du Rassemblement National.

Mais ils n'étaient qu'une poignée, à dire leur soutien au policier, et à tenir tête aux antifas (plus nombreux qu'eux a priori...) que les policiers n'ont pas maintenu très éloignés, leur permettant de perturber les discours...

Ordres du Préfet ?

Et ceux qui se terraient chez eux, ils avaient peur de quoi ?
De qui ?

Plus il y a d'attentats, plus les "antifas" se mobilisent, tenant la rue, moins il y a de gens pour oser dire publiquement le fond de leur pensée avec leur seule présence...

Manifestation de soutien au policier en garde à vue à Nantes par le Rassemblement National

Discours d'Éléonore Revel à la manifestation du Rassemblement national à Nantes, en soutien à la Police, 7 juillet 2018

Chers amis,

Merci de votre présence, merci aux élus présents,

Nous sommes ici aujourd'hui, fidèles à notre message constant de soutien aux forces de l'ordre. En octobre dernier, j'avais déjà représenté notre mouvement sur ce même lieu, en soutien à l'association des Femmes de forces de l'ordre en colère (FFOC). Je tiens au passage à dire la vérité trop méconnue sur la vie des familles des forces de l'ordre. A l'école, dans la rue, les enfants et les femmes de policiers et CRS sont obligés de cacher la profession de leur père ou de leur mari. Quand elle est connue, les enfants sont moqués ou tabassés, les familles sont souvent contraintes de déménager car menacées. Et cela se passe en France, au XXI^e siècle.

J'ai tenu à maintenir notre manifestation de soutien aux forces de l'ordre, malgré le changement de version du CRS, qui a tiré sur le délinquant, Aboubakar Fofana, car quand un policier est mis en cause, quand un policier est menacé de mort, quand un policier, un gendarme, un pompier ou un CRS est victime de jets de projectiles, c'est la France qui est attaquée, c'est notre France qui est salie, c'est notre pays qui saigne et qui est mis à mal. Nous qui aimons notre terre charnelle, notre patrie, nos villages et nos clochers, nos villes et notre civilisation, nous ne pouvons assister impuissants et nous taire face à ces guérillas qui s'installent et qui sont un danger bien réel pour notre république, pour notre culture. Vivre en France, ce devrait être vivre en paix, vivre dans le respect de l'autorité et dans la crainte des lois.

Nous sommes donc ici en soutien de nos forces de l'ordre, sollicitées pour faire face à de terribles émeutes mettant en danger les habitants des quartiers et de Nantes, Rezé et Orvault maintenant. En danger également, sont les pompiers chargés d'éteindre les incendies de véhicules et de bâtiments, plus de quatre cents voitures brûlées en trois jours, plusieurs millions d'euros de dégâts, un lycée incendié, les maisons de quartiers et d'associations construites à grand frais, brûlées elles aussi, et seulement une vingtaine d'interpellations pour incendies volontaires, jets de projectiles sur les forces de l'ordre, tout cela pour en découdre avec les uniformes français.

Le laxisme judiciaire bénéficiant à une frange de voyous issus de l'immigration récente, les conduit en effet à toujours plus de défiance envers les autorités. Radicalisés ou trafiquants, tous les prétextes deviennent bons pour défier les symboles de l'État, et de la Nation qui pourtant a tout mis en place pour permettre une vie décente à chacun ici.

Quelles qu'aient été les circonstances exactes de la mort de ce jeune délinquant, recherché pour des faits graves, rien ne peut justifier ces déferlements de violences qui détruisent certes des biens, mais qui montrent aussi la formation de zones urbaines étrangères et hostiles à l'ordre de la République, ingrates, et extrêmement préoccupantes pour l'avenir de notre pays. Les bus ne peuvent plus circuler, ou sont contraints à un couvre-feu sous peine de se faire « caillasser ».

Qu'attendre de nos autorités politiques élues, quand nous entendons notre propre maire penser avant tout à la famille du voyou, mais pas un instant aux habitants des quartiers subissant ces émeutes ni aux forces chargées de les protéger ?

Qu'attendre de la gauche, pleurant à l'unisson le manque de dépenses publiques dans les quartiers de l'immigration, pourtant si souvent favorisés et réaménagés en priorité sur le reste de notre pays oublié ? Je pense à nos campagnes, et leurs déserts médicaux, à la mort de nos centres-villes...

Que penser aussi quand des représentants de l'État, François de Rugy ou notre maire, sont obligés de partir, car sentant une tension très forte, et sont insultés ? Ces politiques n'ont-ils pas fait preuve de bienveillance, de complaisance même ? Voyez le sort qui leur est réservé.

À ce titre, nous condamnons avec fermeté l'attitude du maire qui aura consisté, dès mercredi soir, à se ranger du côté de la famille du jeune délinquant en fuite. Malgré son vernis de respectabilité, madame Rolland n'a pas agi de manière tellement différente que ces parlementaires de France insoumise, qui éruculent contre la Police ; ce que vient encore de faire Clémentine Autain après les événements de Breil. Nous savons tous le rôle de l'extrême gauche dans ces émeutes, ils appellent officiellement à la révolte et au soulèvement « populaire », agitant les foules de leurs oripeaux dépassés et tentant de diviser notre peuple en deux catégories. L'autorité et l'ordre sont des mots qu'ils ne supportent pas d'entendre, mais qui sont pourtant le fondement de notre sécurité, demeurant la première de nos libertés.

Qu'attendre de la droite classique, paralysée par le politiquement correct, le refus de nommer la réalité et la pression de sa frange libérale souhaitant toujours plus d'immigration pour ses jobs low cost ?

Quant à la droite locale, elle doit de même être sévèrement jugée pour son propre laxisme. D'hypothétiques combinaisons en vue des élections municipales semblent la convaincre de lever le pied sur un discours trop « à droite ». C'est pourtant le minimum de ce qu'attendent des électeurs de droite, mais cela les regarde. Le problème, c'est quand dans la même veine, Laurence Garnier des Républicains, après avoir prolongé la politique culturelle de gauche au conseil régional, approuve la politique de gauche d'accueil des migrants au conseil municipal, et reprend substantiellement le discours de gauche de méfiance *a priori* vis-à-vis des policiers.

Que penser de la préfète, qui demande aux policiers de reculer, qui affirme qu'il y a des armes dans les cités et qui ne fait rien pour aller le chercher, pour mettre hors d'état de nuire les délinquants, trafiquants et criminels ?

Oui, il y a des *kalachnikov* dans les quartiers, les forces de l'ordre les entendant régulièrement, nous les avons entendus mardi soir aussi. Oui les cités sont devenues des zones d'un autre droit, le droit des mafias, des dealers, des trafiquants d'armes et du proxénétisme. Car c'est la vérité de dire que nos banlieues sont armées, il y a des armes de guerre à Nantes mes amis.

Combien de temps allons-nous devoir encore supporter la loi du plus fort, tellement contraire à notre chevalerie ? Combien de temps encore allons-nous supporter que nos policiers se suicident ? Il y a eu quarante-deux suicides depuis le début de l'année...

Seul le Rassemblement national a prêté et anticipé le chaos que nous vivons. Seul le Rassemblement national propose les bonnes solutions, concrètes, et de bon sens : présomption d'innocence pour nos forces de l'ordre en service ; prescription d'une politique pénale de tolérance zéro ; renforcement des polices municipales et armement, création de commissariats dans les quartiers difficiles ; mise en place de dispositifs d'interdiction administrative de fréquentation de territoire ; mise en œuvre d'un plan de désarmement des quartiers les plus dangereux ; simplification des procédures judiciaires de lutte contre le trafic de drogues et d'armes ; protection des témoins et des victimes ; suspension des aides et des allocations aux parents dont les enfants délinquants sont non-accessibles à une sanction pénale ; expulsion des parents de mineurs étrangers de moins de 13 ans coupables de crimes et de graves délits.

Nous croyons sincèrement qu'avec un État fort et une volonté politique efficace, il est encore possible de vivre paisiblement, de partir travailler le matin avec sa voiture ou son bus, d'avoir un emploi décent et pérenne, de rentrer le soir et de retrouver les siens, de boucler ses fins de mois et de partir en vacances, parce que notre France nous a forgé et que nous voulons transmettre à nos enfants une France sereine, où la loi serait respectée, où les criminels seraient punis et où les gens de bien vivraient durablement et en paix.

Vive la France !

Éléonore REVEL

Députée départementale du RN

RN de la Loire-Atlantique
BP 50521, 44005 NANTES cedex 1